

Comptes rendus

MAGALI ZIMMER

Doctorante en sciences
sociales appliquées
Université du Québec
en Outaouais
et Conservatoire national
des arts et métiers de Paris
zimm01@uqo.ca

RÉALITÉS ET DYNAMIQUES RÉGIONALES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE. LA CAPITALE-NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES

Yvan Comeau (2009)
Montréal, Éditions Vie Économique,
coll. « Recherche », 240 p.

Le présent ouvrage est édité par une coopérative dont la mission est de créer un groupe de presse (revue, magazine, livres, site Internet) pour soutenir « la diffusion des connaissances provenant de la pratique et de la recherche sur la vie économique actuelle, en vue de contribuer à l'émergence d'une participation citoyenne à la formulation d'une nouvelle vision progressiste du modèle québécois de développement, dans une perspective de développement durable, et à la prise de décisions concernant notre vie économique¹ ». La revue *Economie et Solidarités* entend saluer la parution du premier ouvrage de cette maison d'éditions.

L'objet de cet ouvrage est de présenter une vue d'ensemble de l'économie sociale dans deux régions du Québec, celle de la Capitale-Nationale et celle de Chaudière-Appalaches. Outre une description très précise des caractéristiques de l'état actuel de l'économie sociale dans ces deux régions, l'ouvrage fournit des explications à propos des disparités observées. Les retombées de l'économie sociale pour les communautés concernées sont finalement précisées et interrogées.

L'origine de ce projet de caractérisation de l'économie sociale dans ces deux régions provient d'une demande émanant du Centre de recherche d'information et de développement de l'économie solidaire (CRIDÉS), qui constitue le lieu de rencontre entre les acteurs de l'économie sociale et des pro-

fesseurs-chercheurs de l'Université Laval. Un comité de suivi a contribué, au-delà du soutien financier, à l'élaboration collective d'un questionnaire, principal outil de recueil des données utilisé pour cette enquête. Ce comité de suivi était constitué du Centre local de développement (CLD) de Québec, de la Conférence régionale des élus (CRÉ) de la Capitale-Nationale, de la Communauté métropolitaine de Québec, de la Coopérative de développement régional (CDR) Québec-Appalaches, de la Conférence régionale des élus (CRÉ) de Chaudière-Appalaches et de la Direction régionale d'Emploi-Québec dans Chaudière-Appalaches (p. 12).

Tout projet visant à inventorier les initiatives relevant de l'économie sociale sur un territoire donné se heurte au problème préalable de la définition de ce secteur. Dans le cadre de cette recherche, la définition a été élaborée conjointement par les chercheurs et les acteurs de terrain. L'objet d'étude recouvre ici des initiatives aussi diverses que les caisses populaires et d'économie ainsi que les mutuelles et les coopératives agricoles (p. 12). Mais quelle définition est finalement retenue dans le cadre de cette recherche? L'économie sociale est définie dans l'introduction de cet ouvrage par les valeurs qui animent les membres de ces entreprises. Il s'agit d'un « ensemble d'entreprises ayant le plus souvent le statut juridique de coopérative ou d'OBNL, dirigé de façon démocratique par une association de personnes s'inspirant des valeurs de justice et d'équité qui les amènent à redistribuer les surplus sous forme d'amélioration des biens ou des services et des conditions de leur production » (p. 12). L'économie sociale est donc définie par les valeurs de justice et d'équité qui animent les personnes qui en font partie, mais aussi par un projet de société qui se traduit par la recherche d'un modèle de développement alternatif. L'économie sociale représente ainsi « un modèle de développement ou, à tout le moins, une composante d'un modèle de développement où l'on intègre du social dans l'économie (la solidarité) et où l'on met l'économie au service du social (la redistribution) » (p.12). Ce modèle de développement « se déploie dans l'espace proche (le local), mais selon une perspective globale et avec le souci que la conduite du développement se fasse par la population » (p. 12). Mais comme les contours de cette première définition posée en introduction se révèlent trop fluctuants pour pouvoir délimiter clairement l'objet étudié, une autre définition à la fois plus précise et plus opérationnelle est fournie en annexe. Cette seconde définition retient deux critères :

- le statut : l'économie sociale fait référence aux mutuelles, aux coopératives et aux OBNL;
- le type d'activité : pour être considérées comme faisant partie de l'économie sociale, les entreprises doivent générer des revenus qui représentent au moins 20% de leurs revenus totaux² (sont ainsi exclus de l'objet d'étude : les centres de femmes, les organismes en santé mentale, les associations de défense de droits...).

À partir de cette définition, ce sont alors 1 172 entreprises qui sont recensées pour l'enquête dans les deux régions. Parmi celles-ci, 248 ont répondu au questionnaire envoyé par l'auteur (le taux de réponse est de 21,1 %) (p. 13).

L'ouvrage analyse ensuite de façon systématique toutes les données recueillies à partir de ce questionnaire en tentant de dégager les facteurs expliquant les disparités observées entre les deux régions. Le premier chapitre porte sur la géographie de l'économie sociale. L'auteur met en lien certains aspects du territoire (comme la densité de population et sa situation socioéconomique) avec la densité des entreprises de l'économie sociale présentes sur ce territoire (p. 17). L'étude de la relation entre l'indice de défavorisation du territoire et le nombre d'entreprise de l'économie sociale permet notamment de conclure que l'économie sociale se développe là où les besoins se manifestent avec le plus d'acuité (p. 37). Le deuxième chapitre de cet ouvrage porte sur les activités économiques elles-mêmes et sur les processus de production et de consommation. Ceux-ci sont examinés notamment sous l'angle de l'organisation du travail, de la distribution des services, de la clientèle et de la concurrence. C'est essentiellement l'influence exercée par le secteur d'activité sur les dynamiques de l'économie sociale qui est mis en évidence (p. 14). La question des motivations des acteurs à l'origine de la création des entreprises d'économie sociale est également abordée. Ce chapitre tente d'éclairer, outre les modalités d'émergence de ces entreprises, les raisons du choix du statut. Le statut juridique de ces entreprises est mis en relation avec le secteur d'activité (p. 67). Le troisième chapitre, qui s'intéresse plus particulièrement aux aspects financiers, analyse la variation de l'ampleur des revenus, des dépenses, des trop-perçus, en économie sociale et cherche à établir les retombées financières directes auxquelles contribue l'économie sociale dans ces deux régions. Les ressources humaines sont ensuite étudiées en distinguant, d'un côté, les salariés et, de l'autre, les bénévoles. Les questions relatives aux conditions de travail, à la présence de femmes et aux formations proposées aux salariés et aux bénévoles sont successivement détaillées. Le cinquième chapitre examine, quant à lui, la participation des sociétaires aux instances décisionnelles en étudiant notamment la composition des conseils d'administration. L'auteur constate que le taux de participation lors des assemblées générales des entreprises d'économie sociale s'élève en moyenne à 40,3% (p. 153). Le sixième et dernier chapitre rend compte des réseaux et des interactions entre ces différentes entreprises. C'est à nouveau le secteur d'activité qui paraît avoir une influence déterminante sur la nature et l'étendue des réseaux. La façon dont les entreprises d'économie sociale parviennent à améliorer leur visibilité, à travers les dépenses publicitaires et l'intervention dans l'espace public, est aussi étudiée.

Ce livre constitue un précieux recueil de données statistiques sur l'économie sociale et présente une excellente cartographie de l'économie sociale dans les deux régions étudiées. L'économie sociale est entrée dans l'espace public au Québec en 1996 au moment du Sommet sur l'économie et l'emploi. Mais bien

avant cette date, des chercheurs avaient commencé à s'intéresser à ce secteur. De nombreuses monographies ont ainsi été publiées sur l'aide à domicile, les services de garde à la petite enfance ou les services de récupération et de ressourcerie. Par ailleurs, quelques études statistiques avaient également été menées au plan régional. Mais il n'existe pas encore actuellement de statistiques nationales sur l'économie sociale (p. 15). C'est pourquoi ce livre est d'une importance cruciale, car il permet, tout en offrant une meilleure connaissance de l'économie sociale dans deux régions, de marquer un pas de plus dans ce sens. La méthode utilisée visant tout au long du processus d'enquête à associer des chercheurs à des acteurs de terrain s'avère également très fructueuse dans ce cadre-là. Un regard distancié de l'auteur sur les conditions d'enquête et les difficultés éprouvées au cours de ce processus aurait néanmoins été apprécié afin de mettre au jour les différences de compréhension entre les chercheurs et les acteurs concernant les enjeux entourant ce secteur. Finalement, la seule critique mineure qu'il serait possible de formuler à l'égard de cet ouvrage concerne l'utilisation de termes tels que ceux de gouvernance, de ressources humaines et de publicité pour caractériser ces initiatives lorsque d'autres expressions comme celles de participation, de fonctionnement démocratique ou de dimension éducative auraient pu être utiles pour caractériser les phénomènes étudiés. En effet, comme l'auteur l'écrit lui-même à la fin de son ouvrage, c'est bien la solidarité et le fonctionnement démocratique qui, en dernier ressort, constituent les deux traits distinctifs de l'économie sociale (p. 208). L'utilisation d'une grille de lecture empruntant ses concepts au secteur privé aurait donc mérité quelques justifications de la part de l'auteur. Mais l'apport essentiel de cet ouvrage est avant tout d'ordre empirique et c'est sur ce plan que les données présentées ainsi que les analyses qui les accompagnent s'avèrent d'une importance déterminante.

Notes

- 1 Voir le site des Éditions Vie Économique (EVE) : <www.eve.coop>.
- 2 L'activité économique est ici définie comme la vente d'un bien ou d'un service quantifiable.